



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 13ème législature

### professions sociales

Question écrite n° 118110

#### Texte de la question

M. Patrick Beaudouin interroge M. le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche sur la reconnaissance de la formation des travailleurs sociaux. Cette formation n'est aujourd'hui reconnue qu'au niveau baccalauréat. Elle correspond pourtant à trois années d'études post-baccalauréat. Le nombre d'heures de formation des diplômés du travail social français devrait donc leur permettre, au regard du droit de l'Union européenne relatif à la reconnaissance des diplômes et des qualifications, d'être reconnus au niveau master. Il en va de même pour les diplômes obtenus au titre de la validation des acquis de l'expérience professionnelle. Dans la même logique, les travailleurs sociaux devraient être classés en catégorie A dans la fonction publique, et obtenir le statut cadre dans le secteur privé. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement entend mettre en oeuvre pour harmoniser la reconnaissance des travailleurs sociaux avec leur niveau de formation.

#### Texte de la réponse

La formation et la qualification des professionnels du travail social constituent l'un des éléments déterminants de la qualité et de l'efficacité des actions mises en oeuvre dans le cadre des politiques sociales. Les diplômes de travail social sont des diplômes professionnels, construits en forte alternance formation théorique/formation pratique qui conduisent à une insertion professionnelle des nouveaux diplômés dans un métier correspondant généralement à leur formation et de manière plus rapide et plus stable que celle des autres diplômés de niveau équivalent (DREES - Études et résultats n° 734 juillet 2010 « les débuts de carrière des diplômés des professions sociales »). Tous les diplômes de travail social ont fait l'objet, sur la période récente, d'un important travail de refonte visant à : adapter les diplômes à l'évolution du contexte sociétal et des problématiques sociales, aux mutations du paysage institutionnel, à des politiques sociales différentes, sous-tendues par de nouveaux principes, à des formes inédites de la question sociale ; construire les diplômes en grands domaines de compétences avec le souci de définir chaque référentiel à partir du métier concerné, une démarche en rupture avec la logique précédente qui partait de la formation pour aboutir au métier. Les orientations nationales pour les formations sociales 2011-2013, telles que présentées devant le conseil supérieur du travail social du 23 mars 2011, rappellent que les pays européens engagés dans le « processus de Bologne » doivent adopter un système de diplômes lisibles et comparables fondé sur un cursus unifié (licence, master, doctorat) et facilitant la mobilité des étudiants par la mise en place d'un système de crédits (ECTS) permettant la transférabilité et la capitalisation de ces crédits. C'est pourquoi, compte tenu des particularités des formations et diplômes de travail social et de l'intérêt de donner toute lisibilité à ces diplômes au plan européen, la priorité consistera : d'une part, à appliquer le système européen de crédits (ECTS) à hauteur de 180 crédits pour les diplômes de niveau bac + 3 (DEASS, DEEJE, DEES, DEETS, DECESF) ; ce qui s'accompagne d'une réorganisation des formations en semestres et unités capitalisables et conduit à la délivrance d'un supplément au diplôme (annexe descriptive) ; d'autre part, à veiller à ce que, en conséquence, les diplômes de travail social postbac soient positionnés au même niveau du cadre européen des certifications (CEC) que leurs homologues européens.

#### Données clés

**Auteur :** [M. Patrick Beaudouin](#)

**Circonscription** : Val-de-Marne (6<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question** : Question écrite

**Numéro de la question** : 118110

**Rubrique** : Enseignement supérieur

**Ministère interrogé** : Enseignement supérieur et recherche

**Ministère attributaire** : Solidarités et cohésion sociale

[Date\(s\) clé\(s\)](#)

**Question publiée le** : 20 septembre 2011, page 9997

**Réponse publiée le** : 3 janvier 2012, page 109